

DE LA C.F.D.T. :

dans la confusion

ports avec l'Etat ou les partis, sans jugement a priori, en marge des schémas et des dogmes : mais aussi en marge de tous critères scientifiques. Et c'est sans doute ce qui les amène le plus souvent à des conclusions dangereuses ou, pour le moins, ambiguës.

Le modèle du cadre C.F.D.T. que l'on peut citer serait Edmond Maire : On se souvient sans doute qu'il refusait d'engager la Fédération C.F.D.T. des industries chimiques dans le mouvement du 17 mai 1966, sous prétexte que cette mobilisation ne permettait pas d'aller assez loin politiquement. Cela voulait dire que les luttes ouvrières n'étaient pas conduites vers des objectifs sociaux et économiques suffisamment élevés. Et au congrès, il déclarait : « Il faut construire une stratégie permettant de passer de la situation actuelle à la réalisation de la planification démocratique », faisant ainsi apparaître la notion de stratégie de transition, mais orientée vers la réalisation d'un... contre-plan, qui n'est pas tout à

fait celui du P.S.U., et semble devoir être une synthèse des idées de Gorz et de... Mendès France !

Autre exemple de cadre C.F.D.T. qui peut à la fois faire de grands pas en avant et formuler des idées dangereuses : Gilbert Declercq. Ayant une influence certaine sur près de 20 % des adhérents de la C.F.D.T., il était de ceux qui, au congrès, demandaient que l'accord d'unité d'action avec la C.G.T. soit précisé et permette de déboucher sur de grandes luttes pour des objectifs précis : bien que traitant les problèmes du mouvement ouvrier en termes de mobilisation, de rapport de forces et de programme, Declercq estimait que sa Centrale devait participer à l'élaboration du Plan sans pour autant « siéger dans les organismes permanents chargés d'appliquer une planification que nous combattons ». L'objectif de Declercq est d'obtenir que le Plan tienne compte des revendications ouvrières ; mais en participant à son élaboration, et pour peu que l'état-major capitaliste tienne quelque compte des revendications, Declercq se transformerait vite en caution de ce Plan « que nous combattons », ceci indépendamment du fait que les faiseurs de Plan ne sont sensibles qu'à des rapports de force.

Le caractère confus des discussions se retrouve dans le fait que l'on utilise indistinctement les mots planification et programmation, dans le fait aussi que l'on ne sait jamais très bien si les propositions doctrinales concernent l'actuelle société capitaliste ou une société de transition vers le socialisme. En fait, au niveau des dirigeants de cette Centrale, la confusion est très certainement volontaire (ils sont pour le rassemblement des forces non communistes, pour des rapports privilégiés avec la F.G.D.S., il n'y a donc pas de rupture, pour eux, entre société capitaliste et société socialiste), mais, au niveau des cadres de fédérations et de syndicats, directement concernés par l'organisation des luttes, la confusion reflète le manque de perspectives politiques, et l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire dont on ne puisse ignorer la voix.

Faisant de la planification démocratique un véritable mot d'ordre, jonglant avec la distribution des revenus, la fiscalité, rappelant constamment sa vocation gestionnaire, la C.F.D.T. s'est attirée la méfiance de nombreux militants et cadres de la C.G.T. dont les dirigeants n'ont pas voulu s'engager trop loin dans une élaboration commune. Ainsi l'accord du 10 janvier 1966 a été soumis au feu de la critique, et, outre les propos amers sur les rapports entre les deux centrales au niveau des syndicats, la discussion a porté sur les bases mêmes de cet accord. Il faudrait — telle est la conclusion — que la C.G.T. et la C.F.D.T. procédent à l'élaboration d'une plate-forme économique et sociale qui donnerait son sens à l'unité d'action. Cette proposition n'est pas sans intérêt : dans la mesure où les appareils syndicaux aubissent très directement les pressions venant de leur base, il est probable qu'une plate-forme élaborée par eux serait nettement plus radicale que celle qui sortirait d'un accord entre le P.C.F. et la F.G.D.S.

Il ressort que la C.F.D.T., dans sa pratique, manifeste sa nature de centrale ouvrière organisant les travailleurs pour la défense de leurs intérêts ; mais, sur le plan théorique, sa direction aboutit à des conclusions qui, dans une société de transition au socialisme (Etat ouvrier) seraient leur sens, mais, dans une société capitaliste, conduisent à l'engluement dans la collaboration de classes et l'intégration. Tout le problème est de savoir si la dynamique des luttes ouvrières sera capable d'amener une clarification des idées et un accord entre la pratique et la théorie. La doute est permis. Le meilleur moyen d'influer dans la bonne direction est précisément d'intervenir dans la discussion, notamment dans le cadre des accords C.G.T.-C.F.D.T., et surtout dans les luttes.

A. V.

Le directeur de la publication : P. FRANK.

Imp. « E.P. », 233, r. de Charenton, Paris-12^e

COMMENT « ILS » PREPARENT L'« APRÈS GAULLISME »

Successivement, la Convention des Institutions républicaines, le Centre démocrate, l'U.N.R.-U.D.T. et l'exécutif de la F.G.D.S. ont tenu des réunions au cours

du mois de novembre. Aucune échéance électorale n'est en vue, et pourtant, il faut constater qu'une certaine fièvre a marqué ces réunions.

Opération « dauphin »

Pour l'UNR réunie à Lille, l'urgence à prendre des mesures de structuration et de regroupement provient de deux faits : le premier est l'hétérogénéité du mouvement gaulliste, menacé d'éclatement dès que se posera le problème de la succession du chef « historique ». Dès la préparation des assises de Lille, la caution de gauche de l'UNR devait faire savoir qu'elle ne couvrirait pas une opération visant à mettre Pompidou en position de dauphin : dans la Nouvelle République, hebdomadaire gaulliste, Messieurs Vallon et Capitant rendaient publiques leurs divergences avec l'état-major UNR, concluant un article par : « Nous n'irons pas à Lille ».

La seconde justification de l'urgence des mesures envisagées par l'état-major UNR vient de ce que l'on prend très au sérieux la capacité de la direction du

PCF à réaliser l'unité avec la FGDS. Il est clair que les dissensions au sein du camp gaulliste rendent tout à fait précaire une majorité parlementaire acquise grâce à une loi électorale truquée. Après avoir poussé à la constitution de regroupements, l'UNR se croit menacée par la réalisation effective d'un front à gauche. Aussi, l'un de ses objectifs est-il de réaliser un regroupement autour de la personne du général (bien sûr) et surtout de ses successeurs éventuels. Mais la réalisation d'un tel objectif pourrait conduire à la solution bien peu probable du bipartisme à l'américaine qui ne modifierait pas tellement la situation précaire de la majorité, et de plus rendrait plus hétérogène encore le camp gaulliste. Il est donc peu probable que les assises de Lille permettront de surmonter la crise interne du gaullisme.

L'espoir fait vivre

À Nice, aux assises du Centre démocrate, Lecanuet s'est bien gardé de faire un bilan de ses défaites électorales. Mais, indirectement, c'est la question qui fut abordée, et la préoccupation fut d'éviter une éventuelle débandade : cobloés entre les gaullistes et la gauche, les « démocrates » ont cherché les moyens de résister le plus longtemps possible dans une conjoncture qu'ils estiment préparatoire à un bipartisme (pourrait être réalisable) et donc à terme conduisant à la liquidation définitive du centrisme. Pour donner plus de solidité à ce centre bien mal en point, il a été décidé que la double appartenance au Centre et à

l'une de ses organisations constitutives serait interdite ; ainsi vient de se saborder le MRP qui va renaître sous forme d'un parti démocrate auquel se rallient les membres du Centre national des indépendants. Ces mesures défensives étaient accompagnées de beaux discours sur l'avenir. Les centristes envisagent de grossir leurs rangs en grignolant du côté de l'UNR-UDT et en essayant de rallier les opposants ; d'un autre côté, ils espèrent toujours amener à eux quelques fédérés peu enclins à faire un front avec le PCF, et Defferre pourrait être de ceux-là.

L'alchimie

C'est aussi une question de structure qui est à l'ordre du jour à la FGDS. La fusion complète ne sera envisagée qu'en 1969. En attendant, Mitterrand s'est livré à un savant dosage dans les instances dirigeantes de la FGDS : un peu de SFIO, un peu de radical, un peu de représentant des clubs, au total un mélange qui permet qu'aucune des parties constitutives de cette formation puisse avoir la majorité absolue. Cette précaution indique assez bien que la fusion complète ne sera pas une affaire toute simple.

Guy Mollet pour sa part, les radicaux pour la leur, sont assez inquiets de la création éventuelle d'assemblées régionales disposant de quelques pouvoirs. Après

avoir accepté les dosages de Mitterrand, ils ne tiennent pas à se voir débordés par une base qui contrôlerait les représentants de la Convention. Les touts qui cherchent à renforcer leurs rangs en recrutant dans l'alle droite du PSU et qui se montrent beaucoup moins prudents que leurs aînés dans les rapports avec le PCF. Or les assemblées régionales sont considérées comme un moyen d'aboutir à une fusion ; celle-ci ne sera donc envisagée que si les Mollet et les Billères sont assurés de garder leur clientèle électorale. Pour l'instant donc, la FGDS devra fonctionner avec des structures provisoires, de ce provisoire qui risque de durer aussi longtemps que la FGDS.

Escamotage

Dans cette affaire, la direction du PCF joue le jeu qui consiste à effrayer la majorité UNR sur le seul terrain parlementaire et à assoier définitivement sa réputation de parti « comme les autres » en collant à la FGDS.

Ce jeu ne va pas, évidemment, sans compromis et concessions ; la plus notable est celle qui concerne l'OTAN. La direction du PCF fait campagne ouvertement pour une dissolution simultanée des pactes de l'OTAN et de Varsovie. Ainsi retire-t-elle une épine du pied aux fédérés qui ne sont plus obligés de prendre une position nette sur ce sujet, qui

n'ont pas à abandonner leur atlantisme, et qui pourront toujours arguer, le moment venu, que s'ils sont pour le maintien de la France dans l'OTAN c'est qu'ils ne voient pas de perspectives d'une dissolution du pacte de Varsovie.

Mais, du même coup, la direction du PCF laisse planer une ambiguïté sur son appréciation de la politique extérieure de De Gaulle ; en ramenant tout à un impossible neutralisme de l'Europe, les dirigeants du PCF permettent au général de ne pas déborder les limites de son anti-américanisme.

La classe ouvrière exclue

Toutes les réunions récentes des formations bourgeoises ont évidemment un sens ; on se prépare de tous les côtés à passer une période difficile de crise politique que la mort de De Gaulle pourrait contribuer à déclencher. C'est l'après-gaullisme qui est à l'ordre du jour, et, à droite comme à gauche, on consacre du temps moins à une élaboration doctrinale qu'à un resserrement des rangs pour se rendre en bon ordre sur le champ de bataille. Tout semble devoir dépendre, en fin de compte, des bulletins de santé du général. Le seul problème est alors de passer du gaullisme à l'après-gaullisme sans remous. La direction du Parti communiste français se comporte de telle manière qu'elle semble bien accepter que tout se déroule en champ clos, entre formations bourgeoises, et donc sans la participation active de la classe ouvrière, toujours susceptible d'imposer ses propres solutions par le jeu d'un rapport de forces que l'on

ne peut mesurer que dans les usines et la rue.

Le Marché commun en 1968, l'OTAN en 1969, la situation économique de plus en plus délicate, l'accroissement de la masse des chômeurs en Europe, tous ces facteurs contribuent à créer une situation qui, à brève échéance, sera caractérisée par la conjonction d'une crise du gaullisme et des difficultés d'ordre économique sérieuses. Dans cette affaire, si les directions ouvrières chassent les travailleurs de la scène politique, elles ne pourront éviter qu'ils y reviennent par le chemin des luttes revendicatives qui conduisent à la remise en cause de la politique économique et sociale du pouvoir. C'est pourquoi, et pour un temps plus ou moins long, la réanimation de la vie syndicale va impliquer qu'en priorité un maximum de forces jeunes et de révolutionnaires soient engagés dans ce secteur.

A. V.

LA REVOLUTION

(brent Octobre)

Qu'un parti communiste comme celui des U.S.A., qui a appelé en son temps à voler Johnson le progressiste contre Goldwater le réactionnaire, critique l'empirisme cubain ou le romantisme courageux du « Che » est tout simplement ridicule et surtout peu convaincant. Mais y associer Lénine (en portrait), renforce nettement ce qui est dit. Comme Lénine est mort, il est absolument nécessaire d'en donner un portrait aussi vivant que possible.

Voilà ce qui explique le paradoxe auquel on assiste aujourd'hui, à savoir que, volontairement, la bureaucratie ressassait une série de dirigeants bolcheviques et d'épisodes qu'elle avait précédemment essayé d'effacer à tout jamais (3). Il y a là quelque chose qui n'entrerait sûrement pas dans ses prévisions. Dans cette lancée ils sont obligés de parler de Trotsky.

Somme toute, l'idée est d'utiliser la

LÉNINE avec eux

« Lénine... n'était pas un extrémiste (nous dirions aujourd'hui un « gauchiste »). Il chercha d'abord à réaliser un programme économique relativement modéré qui rappelle par certains côtés ceux que tente aujourd'hui d'élaborer nos gauches européennes (avec cette différence fondamentale que Lénine ne songeait à faire des concessions aux capitalistes qu'une fois le pouvoir conquis). » Le Nouvel Observateur.

Comme dit l'autre, si Lénine vivait encore, il serait membre de la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste.

Révolution de 1917 contre la révolution actuelle.

C'est évidemment une tâche impossible, parce que totalement contraire à la réalité. Le rôle double de la bureaucratie s'illustre dans ce domaine particulier de façon éclatante. Face à la montée de la révolution coloniale, face à la crise du mouvement communiste international, elle est contrainte de répondre. Et comme elle n'a pas de justification historique, elle ne peut le faire qu'en s'appuyant sur la révolution qui lui a donné naissance. Mais ce faisant, elle court le risque de saper son pouvoir : toute connaissance réelle de la Révolution russe ne peut que faire apparaître son usurpation par la bureaucratie. Elle a là une marge de manœuvre très étroite. Il est difficile de se prétendre héritier quand on est assassiné.

(1) n° 23 de l'Internationale.

(2) « La Révolution des Révolutions », Editions Sociales.

(3) C'était l'ère de « l'histoire dans un seul pays ».